



Lettre n° 74 du 13 janvier 2019

## Le « débat », c'est au sein du mouvement, dans la rue et les entreprises qu'il se mène, pour préparer les prochaines étapes

Les menaces et coups de menton grotesques de Castaner déclarant « *complices* » et coupables toutes celles et ceux qui iraient manifester, un dispositif policier gigantesque et une nouvelle semaine de propagande hostile n'y ont rien changé : la neuvième journée de manifestations a témoigné de la détermination du mouvement, de la révolte. Dans toutes les villes du pays, les manifestants étaient plus nombreux que les semaines précédentes, avec probablement cette fois davantage de chasubles et badges syndicaux, des structures syndicales ayant appelé plus ou moins clairement à participer au mouvement. Le ministère de l'Intérieur a annoncé sans crainte du ridicule 84 000 manifestants (50 000 la semaine dernière)... à peine plus donc à l'en croire que les 80 000 « forces de l'ordre » déployées !

Pour tous, la question ne se pose pas, samedi prochain on se retrouve ! Dans les manifestations, sur les ronds points, continuent à s'exprimer la fierté collective, la solidarité face aux provocations, à la répression et à la violence de l'appareil d'Etat... avec ce sentiment nouveau pour beaucoup d'appartenir à un collectif qui prépare l'avenir, est capable de tenir tête à ceux qui en face cherchent à humilier au quotidien, licencient, précarisent, appauvrissent et accusent, tel Macron, de manquer du « *goût de l'effort* » !

Et en même temps chacun s'interroge sur la suite. Comment aller au-delà des manifestations du samedi, aussi vivantes soient-elles, faire entendre nos revendications, les formuler tout en combattant les démagogues qui tentent de faire leur marché dans le mouvement ? Comment réellement « *bloquer l'économie* » ? Des questions qui se débattent dans la rue, les quartiers, sur les lieux de travail.

Le « *grand débat national* », « *très grande opportunité* » annoncée par Macron a tourné à la farce, même la sarkozyste Jouanno censée piloter la mascarade a déclaré forfait. Cela n'a pas empêché vendredi dernier les dirigeants syndicaux (à l'exception notable de Solidaires et de la CGT) d'aller docilement en « discuter » à Matignon avec le patronat et le gouvernement, se prêtant au jeu scandaleux de la « concertation » au moment même où Castaner

promettait une répression encore plus violente et systématique !

Une nouvelle fois roulés dans la farine avec leur consentement, ils n'ont pu que concéder à la sortie qu'ils n'avaient eu « *aucune précision* », ce qui n'a pas empêché Berger (CFDT) d'asséner qu'« *il faut que ce débat serve à quelque chose* »... tandis que le dirigeant de FO se sentait obligé de préciser « *nous n'avons nullement l'intention de nous faire instrumentaliser, pas plus que nous n'avons l'intention d'instrumentaliser qui que ce soit* »...

### Face au pillage des classes dominantes, aux 57,4 milliards de dividendes, l'urgence sociale et démocratique

La seule réponse des classes dominantes et du gouvernement aux exigences des classes populaires, salarié.e.s, chômeur.se.s, retraité.e.s, étudiant.e.s, est la violence et la répression. Une violence pour imposer celle de l'exploitation, pour que continuent profits et dividendes. En 2018, les entreprises du Cac 40 ont distribué 57,4 milliards à leurs actionnaires, 10,13 milliards pour le seul Total !

La violence de l'appareil d'Etat qui réprime à large échelle, provoque, mutile, quadrille le pays depuis deux mois fait prendre conscience à de larges couches de la population de l'inéluctabilité de l'affrontement.

L'exigence de démocratie n'en est que plus forte, une aspiration que nombre de politiciens voudraient dévoyer ou ramener sur un terrain institutionnel. C'est en particulier le cas avec le RIC, référendum d'initiative citoyenne que revendiquent tant le RN, la FI que le PS ou les Verts... et que porte le confusionniste et conspirationniste Chouard, ex-soralien en tournée promo dans toute la France que n'hésitent pas à flatter des populistes de divers bords. Et Marine Le Pen vient de lancer sa campagne pour les Européennes en se donnant « *4 mois pour transformer cette révolte populaire en une révolution du bon sens* ».

Combattre les confusions « citoyennes » et nationalistes, les préjugés, permettre que les aspirations ne soient pas détournées par ceux qui voudraient les faire échouer dans les urnes, exige de formuler et porter une orientation de

classe au sein du mouvement, sur les ronds-points, les manifestations et sur les lieux de travail, au cœur de l'exploitation.

### **Face au CAC40, nous sommes le parti des travailleurs**

Le mouvement ne pourra franchir l'étape qui est devant lui sans que la lutte et les débats pénètrent dans les entreprises, sans l'intervention directe des travailleuses et travailleurs pour leurs exigences.

Nombre de militant.e.s syndicaux, anciens syndicalistes, militant.e.s de la lutte contre la loi travail se posent la question de l'intervention dans le mouvement, par-delà la passivité ou l'hostilité des directions des confédérations syndicales. Ce qui se joue va bien au-delà de l'appel ou pas à participer aux manifestations, de « rejoindre » ou

pas les gilets jaunes. Elle est de comment aider à la compréhension des rapports de force, aux prises de conscience, à la formulation des revendications sur un terrain de classe, en toute indépendance.

A l'image des gilets jaunes, avec eux, en solidarité, nous cherchons à regrouper, nous coordonner dans les entreprises, dans nos organisations syndicales, en rompant avec la passivité et la routine des appareils syndicaux pour encourager à la lutte, exiger notre dû face aux actionnaires, à l'Etat, refuser les politiques d'austérité, en finir avec la misère, le chômage, les bas salaires.

Luttes syndicale, sociale, démocratique et politique ne font qu'une. Elles visent à conquérir la démocratie par et à travers les luttes et l'organisation collective, le parti des travailleurs s'y construit.